

Comptes rendus

Histoires(s)

ED-DAKIRA [Mémoire].Revue des études historiques sur la Résistance et la Révolution publiée par le Musée National du Moudjahid

- 2é année n°2, Printemps 1995

- 2é année n°3, Automne 1995

Le plus grand mérite de cette revue est d'exister et notre plus grand espoir est de la voir durer. Par delà les vœux, il y a la réalité des textes qui nous sont proposés à la lecture. Des problèmes de fond sont posés : l'histoire est-elle réductible à la mémoire ? Peut-on ignorer la production historiographique ? L'histoire n'est-elle qu'un discours sur le discours ?

Le n°2 est consacré, en partie, aux Evènements du 8 mai 1945. Il faut d'abord relever que ce numéro débute et s'achève par un texte et un poème du Shaykh Béchir Brahimi alors président de l'Association des Uléma. La présence de l'ottomaniste Nacerdine Saïdouni est assez inattendue. Cette virée dans la période contemporaine mériterait une explication d'autant que l'article n'est suivi d'aucune note, d'aucune référence.

Le contenu des cinq autres études est ce qu'il est. Il oscille entre le discours

militant et une tentative d'approche scientifique que veut justifier la présence de notes et de références bibliographiques.

Il se trouve que la liste bibliographique globale portée in fine ignore deux livres consacrés entièrement et uniquement aux Evènements du 8 mai 1945 et rédigés par des Algériens : Redouane AINAD-TABET et Boucif MEKHALED. Par contre les ouvrages de Jacques Jurquet, Alain de Sérigny semblent faire l'unanimité. Les livres de Abdel Qassem Saadallah et de Chadli Mekki sont incontournables.

Dans ce même numéro, deux études plutôt stupéfiantes : en 30 pages de texte Tahar Benkharfallah prend le pari de nous expliquer les changements économiques, sociaux et politiques de la campagne algérienne de 1830 à 1962 et Souheil Khaldi, à partir de ses lectures de Abedlaziz Douri, Larbi Ould Khalifa et du philosophe égyptien Mohamed Qassim, nous décrit la guerre des concepts en Algérie où il veut trouver un nationalisme rural et un nationalisme pseudo-urbain....

Les numéros 2 et 3, renferment trois articles sur l'Organisation Spéciale (l'O.S.). Pour Hassan BOUMALI,

enseignant à l'Institut des Sciences Politiques, O.S. signifie organisation militaire (armée) secrète, Amar Bouhouche confirme qu'il s'agit bien de l'Organisation Spéciale et Mohamed Hassan Zeghidi (directeur du Musée et de la revue) se veut consensuel : Organisation secrète spéciale.

Passons sur l'anecdote. H. Boumali va chercher l'origine de l'O.S. dans le CARNA mais n'a pas lu la contribution de Mahfoud Kaddache présentée en 1987 lors du Colloque sur le P.P.A. Il est vrai que l'auteur travaille uniquement à partir de sources de seconde main. Amar BOUHOUCHE en établissant le lien entre l'O.S. et le F.L.N. a au moins le mérite d'indiquer à ses lecteurs la majeure partie des écrits sur la question. Peut-on s'empêcher de noter qu'aucun auteur ne cite l'autre !

Il faut relever, dans le numéro 2, un état des études historiques menées en Algérie de 1962 à 1987, présenté par Djamel GUENANE. L'auteur estime à 60 le nombre d'ouvrages d'histoire. L'histoire de l'occupation coloniale et de la Révolution d'une part et l'histoire politique sont largement majoritaires. Il faut vraiment regretter que l'auteur n'ait pas actualisé son rapport

**RAWAFID [Confluents].
Revue de l'Institut Supérieur
d'Histoire du Mouvement
National. (Tunis) vol. 1 n°1,
1995**

Soeur tunisienne de la précédente mais d'une toute autre qualité. Modestement, avec des moyens pas toujours à la mesure des efforts qu'ils consentent, ni de leurs ambitions, nos amis tunisiens produisent plus, mieux et bien.

Ce premier volume est consacré pour une large partie à l'histoire du mouvement national. Loin de s'enfermer dans une vision hagiographique de l'Histoire du mouvement national tunisien, l'Institut encourage une approche plurielle où les réflexions sur la méthode renforcent le débat sur l'histoire. Et apparemment l'histoire tunisienne pose problème.

Hassan Raouf HAMZA explique le manque d'intérêt des historiens tunisiens pour l'histoire du mouvement national, par le fait que cette histoire est « perçu... comme une histoire surveillée et verrouillée qui est faite souvent de silence, de prudences et d'omissions...et qui a toujours à compter avec la raison d'Etat, le bon plaisir du prince... » et de proposer quelques hypothèses pour le débat. Reste à savoir si vraiment « l'histoire a constitué une pièce maîtresse du dispositif colonial français », si vraiment « la France allait se servir de

l'arme de l'histoire pour parachever son oeuvre et entreprendre la conquête des âmes » Pour Hamza, l'histoire enseignée par Bechir Sfar - l'aîné de notre Mubarak El Mili - est dépassée et il y a « urgence aujourd'hui de repenser notre histoire, de lui donner sa matière et sa méthode et de lui fixer de nouveaux axes et horizons de recherches... En somme une histoire qui aiderait le Tunisien... à mieux se connaître et à mieux se penser dans le temps... », Vaste programme. Mais n'y a-t-il pas là également « conquête des âmes » ? Le problème du statut de l'histoire et de sa fonction sociale reste entier en Tunisie et en Algérie. Visiblement nous avons besoin d'un bilan serein de l'historiographie coloniale, d'évaluer sans complaisance son impact sur nos histoires nationales pour mieux discerner l'envers de l'endroit.

Mohamed El Hadi CHERIF, dans son Essai d'évaluation de l'histoire du mouvement national est moins systématique. Tout n'est pas noir et tout n'est pas blanc et de suggérer d'étudier les changements intervenus entre 1881 et 1956, changement économiques, démographiques, culturels, changements des mentalités et changements politiques.

De son côté, Habib BELAID se demande à travers un article sur les P.T.T. dans la

Régence de Tunis (1847-1955) si la destruction régulière du réseau télégraphique tunisien est une forme d'« *une résistance anticoloniale puis nationaliste ou une résistance à un progrès technologique non maîtrisé* » ? Le télégraphe devient le symbole du pouvoir beylical et des étrangers. Il est détruit à chacune des révoltes avant et après 1881. Aussi, « l'année 1881, n'aurait été qu'une accélération et une confirmation de cette pénétration devenue militaire... »

Le dossier bibliographique que présente Kmar KCHIR-BENDANA est une sorte de point sur cette vague éditoriale française sur la colonisation. Sans complaisance pour les ouvrages passés en revue, l'auteur est convaincue que « seule une circulation plus internationaliste de l'information scientifique (thèses, éditions de textes, enquêtes orales...) et des résultats de recherches peut espérer donner naissance à des ouvrages didactiques... sortant des sentiers battus de l'histoire coloniale et du seul souci identitaire des histoires nationales en renaissance ».

Un débat maghrébin (et même maghrébo-français) sur nos rapports à l'historiographie coloniale devrait être ouvert

**MAJALAT ED'DIRASSAT
TARIKHIA [Revue d'Etudes
Historiques] Université d'Alger,
Institut d'Histoire.
N°8, année 1993/1994
N°9 1995**

Avec le numéro 8, **Majalat Ed'Dirassat Tarikhia** entame une seconde série nous explique feu Amar Hellal dans son article de présentation.

Outre le pari d'exister, la revue de l'Institut d'Histoire d'Alger a pris celui de publier des articles en langue française. Deux paris difficiles à tenir dans les conditions actuelles. Il faut toutefois émettre une grosse réserve : la direction de la revue est-elle à ce point en panne d'articles ou d'imagination, pour reprendre, in-extenso, dans ces deux numéros, sept communications présentées lors du Colloque sur le Retentissement de la Révolution algérienne organisé par le C.N.E.H. à Alger, en 1984 et publiées en 1985 ?

Grâce à feu Ammar Hellal, le lecteur est informé des travaux des enseignants de l'Institut. Ils auront ainsi participé à de nombreuses rencontres organisées par les services de l'Etat autour des commémorations officielles des grandes dates de la période 1954-1962.

Il faut savoir gré à Abdel Qacem Saadallah de nous présenter le point des thèses américaines relatives à l'Algérie : 117 entre 1977 et 1993 dont 15 en histoire et entre

autres, 33 en sciences politiques, 30 en économie, 9 en sociologie, 6 en anthropologie.

**ABHAT EL TARIKH
WAL'ATHAR [Recherches en
Histoire et en Archéologie]
Revue publiée par l'Institut
d'Histoire de l'Université d'Oran
N°1, décembre 1996**

L'Institut d'Histoire d'Oran se lance dans l'aventure. Une douzaine d'études ont été ainsi rassemblées et soumises à la critique des lecteurs. Faire connaître la production historiographique oranaise, notamment, devrait être le rôle essentiel de cette nouvelle publication avec en prime une ouverture sur les autres historiens et les autres disciplines. Ce premier numéro réunit - un peu dans le désordre - sept articles sur différentes périodes de notre histoire, un sur les Abbassides (de Jassim Ghazi) et un dernier sur la question du commentaire en histoire (de Fatima Belhouari).

Les articles de Khadidja Mansouri sur la Révolte de Firmus et Abdelkader Bouizem sur Caligula et l'organisation de l'Afrique Proconsulaire posent au moins le problème du statut de l'Histoire ancienne. S'agit-il simplement de présenter en langue arabe des faits établis depuis longtemps en latin, en allemand et en français, etc. ? Ne faudrait-il pas s'orienter vers une problématique autrement plus enrichissante qui nous conduirait vers ces problèmes qui jalonnent notre histoire

comme - entre autres - la question de la terre, de la Cité et celle de l'Etat ? Il y a donc au moins un problème de perspective historique à soulever.

Peut-on se contenter de documents de seconde main (qui sont des thèses et des études très sérieuses, sans aucun doute) pour décrire la politique coloniale de l'enseignement en Kabylie ? Peut-on lorsque l'on présente Jules Ferry se satisfaire des travaux américains, quelque soit leur niveau, et négliger - dans les deux cas - les archives ? Il est bien sûr des passages obligés qui aident à faire connaître, au public le plus large, des faits et des personnalités qui ont marqué notre histoire. Cette revue (recueil d'articles), s'adressant autant aux historiens qu'aux étudiants, se veut aussi accessible au plus grand nombre ; initiative louable en soi mais qui se doit également de favoriser la recherche et l'ouverture de nouvelles pistes, de nouveaux chantiers

Médicalisation et professions de santé XVIe-XXe siècles
Revue d'histoire moderne et contemporaine, n°43-4,
Octobre-décembre 1996

Entre la vénérable et riche **REVUE HISTORIQUE** et la bouillonnante et non moins redoutable revue des **ANNALES - Histoires Sciences Sociales** et parmi les nombreuses revues françaises d'histoire, la **REVUE**

D'HISTOIRE MODERNE ET CONTEMPORAINE occupe et remplit bien son espace. Chacun de ses numéros thématiques devient une référence incontournable. Rappelons pour mémoire : **Dimension et résonances de l'année 1871** (1972), **L'historiographie du Second Empire** (1974), **Livre, Education, Savoirs XVIIe-XXe siècles** (1981), **Le corps, le geste et la parole** (1983), **La France et ses colonies** (1984), **Histoire et historiens** (1985), **Apprentissage, XVIIe-XXe siècles** (1993) et enfin en 1996 **La vie politique en France. Hommes et débats, 1930-1960** (jan. Mars 1996).

Dans ce numéro, Denis Rolland, à travers une étude sur : Jacques Soustelle, de l'ethnologie à la politique, montre que les voies de l'ethnologie ne sont peut-être pas toujours imprévisibles qui conduisent souvent vers les services de renseignements et qu'un scientifique peut revendiquer une sensibilité de gauche et se comporter en parfait homme d'extrême droite.

Le dernier numéro de la R.H.M.C. rassemble des études présentées par le spécialiste de l'histoire sociale de la médecine, Olivier Faure, de l'Université de Lyon III, autour d'un thème sur lequel la revue avait déjà présenté des articles de fonds : **Médicalisation et de santé XVIe-XXe siècles.**

En 1980, Françoise Hildesheimer, Toby Gelfand, Matthew Ramsay et Jacques Léonard ont exposé leurs travaux sur la protection sanitaire des côtes françaises au XVIII^e siècle, sur les chirurgiens français, sur les charlatans et les guérisseurs au XIX^e siècle. L'histoire sociale, l'histoire des mentalités s'offraient un nouveau champ d'investigation. Jacques Léonard note que finalement et quelque soit leur rapport avec les médecins et l'administration, les guérisseurs « introduisent déjà beaucoup de médecine dans la vie quotidienne des populations... Ils servent involontairement de fourriers à la médicalisation. »

Pour Olivier FAURE, la médicalisation « longtemps décrite comme un processus simple dans lequel les médecins s'emparaient progressivement de la gestion des corps et de la santé publique... apparaît comme un processus plus complexe ». Les études sur les agents de la médicalisation par l'analyse des univers culturels des uns et des autres : religieuses, sages-femmes d'une part, médecins et vétérinaires d'autres part, montrent et démontent le processus d'appropriation et de déformation des savoirs de celles-ci par ceux-là.

Un numéro qui ouvre des pistes nouvelles et prometteuses. Il faut rappeler la

très belle thèse qu'Yvonne TURIN avait présentée en son temps mais qui malheureusement est restée sans suite¹. L'intérêt quasi-exclusif pour l'histoire politique avait rendu impossible tout investissement sur ce genre historique.

Reste qu'un champ énorme de recherche sur la médecine et la pharmacopée autochtone telle que pratiquées et découvertes en 1830 mérite d'être investi.

Cahiers du Centre de recherches historiques, n°17, 1996

Qu'est-ce qui fait se réunir dans un même numéro « la médina de Constantine » et les territoires en auto-construction du quartier de la Pina de Recife ? Qu'est-ce qui peut rapprocher un travail sur le sacré et l'espace dans le Gourara de l'Algérie d'aujourd'hui et une étude sur « le champ urbain de Mendoza comme discours de légitimation politique » ? Beyrouth et Milan, Jérusalem et Paris ? Recherches sur l'Algérie, l'Allemagne, le Brésil, la France, la Hongrie, l'Italie, la Roumanie, études urbaines, paysages urbains, architectures urbaine, aménagement urbain... « ce numéro exceptionnel des Cahiers du C.R.H. est dédié à la mémoire

¹ TURIN Yvonne.- Affrontements culturels dans l'Algérie coloniale. Ecoles, médecines, religion.1830-1880.- Paris, F. Maspéro, 1971.

de Bernard LEPETIT ». Sont ainsi regroupées des réflexions sur des études dirigées par B. LEPETIT sur la ville, l'habitat et l'espace pensés historiquement.

L'analyse de Marilia Perrusi des « pratiques et stratégies collectives de construction des quartiers de la Pina de Recife fonctionne au moins comme celui des Planteurs à Oran. La problématique des monuments historiques dans notre pays mérite un développement particulier. La question de L'invention du patrimoine durant la période coloniale en Algérie que pose N. Oulesbir a une double pertinence : d'une part elle ne peut que s'inscrire dans le cadre des interrogations des antiquistes d'alors (dont beaucoup au début étaient des égyptologues aux petits pieds - ils avaient raté l'Expédition de Bonaparte - ils essaient de se rattraper avec de Bourment et Bugeaud) et d'autres part elle interpelle les archéologues algériens d'aujourd'hui. L'étude des monuments en Algérie ne me paraît pas avoir simplement pour objectif « la volonté de restituer un passé glorieux [c'est nous qui soulignons] dans une perspective de filiation ». Le raccourci laisse à croire un télescope de mémoire entre ceux qui il y a un siècle sont partis mettre au jour des monuments d'une époque dont ils se posaient en héritiers et ceux qui depuis ont

(re ?)découvert le(ur) passé anté-islamique.

Le mouvement social
n°174, Janvier-mars 1996
n°175, Avril-juin 1996, La société et l'entreprise
n°176, Juillet-septembre 1996.
Représentations ouvrières – transports, Etat, entrepreneurs

Où en est l'histoire sociale en France ? Antoine PROST (n°174) dresse un état peu amène de quatre ouvrages ayant pour objet l'état de l'histoire sociale en France et qui non seulement font l'impasse sur certains travaux (parce que n'entrant pas dans la spécialité de l'auteur) mais également ignorent la place et le rôle du **Mouvement social**. Patrick FRIDENSON (n°175) dans sa présentation du numéro sur « la société et l'entreprise » estime que « *la rencontre entre l'histoire des entreprises et l'histoire sociale permet d'éviter deux impasses...la conception de l'entreprise comme une institution sociale totale (et) la réduction de l'entreprise à la gestion des hommes* »

Alain DEWERPE (n°174) nous propose une lecture de l'ouvrage de Robert CASTEL « **les métamorphoses dans la question sociale** ». Cet ouvrage du à la plume d'un sociologue qui «s'adosse à une remarquable connaissance de l'historiographie », dans une démarche macro-économique que reproche A. D. à l'auteur, ce dernier voit

trois grandes articulations à la question sociale : le tutorat, le contrat et le salariat comme instance structurante de la société.

M. N. THIBAUT (n°174) dans une courte introduction s'interroge sur la mémoire des gouvernants face aux mouvements de grève et pose une question lancinante : quelle place pour l'histoire dans la compréhension des problèmes sociaux contemporains ?

Mariane DEBOUZY, (n°176), à partir des rapports des délégations ouvrières aux expositions universelles de 1876 et de 1889, s'interroge et présente la perception, la vision qu'ont les ouvriers américains des ouvriers français et vice versa. Ces rapports montrent, également, comment chaque groupe se voit lui-même. Sont ainsi passés au crible de la critique ouvrière, les conditions de travail mais également les produits, les moyens et enfin l'auteur essaie de mettre en évidence la vision politique qu'a chaque groupe du monde. Il se trouve que si nous n'avons pas connu d'expositions universelles, il a été organisé durant la période coloniale des foires-expositions auxquelles les producteurs et les travailleurs algériens ont apporté leur concours. Ces foires-expositions ont été le miroir de la production économique coloniale (en plus des nombreux concours organisés par les comices

agricoles), j'en renvoie entres autres, à la Foire du Vin de Sidi Bel Abbès en 1933 et aux foires organisées à Oran à la fin des années 1950. La culture des échanges par l'exposition s'est poursuivie après 1962. Peut-on à partir de l'étude des foires dresser le portrait des ouvriers et du petit patronat algérien ? N'y aurait-il pas là une piste de recherche ?...

Fouad SOUFI*

Faut-il fermer l'Université¹

**(A propos de l'ouvrage de
Liès MAIRI)**

Dans sa première lecture, le livre de Liès MAIRI – anciennement Maître de Conférences au Département d'Anglais de l'Institut des Langues Etrangères de l'Université d'Alger et ayant, depuis quitté le pays - fait l'effet d'un pavé dans la mare ce qui n'a pas été sans nous rappeler un ouvrage sur l'Ecole Algérienne qui lui aussi, en son temps, avait défrayé la chronique. Le choix du titre volontairement polémique et provocateur, le ton adopté par l'auteur, le lexique utilisé mais aussi les jugements souvent excessifs et parfois fondés sur

* Conservateur en chef, Archives Nationales – Oran / CRASC.

¹ Mairi Liès. Faut-il fermer l'Université ? Alger : ENAL, 1994. 222 p.

des généralisations abusives ; - à partir essentiellement de l'ILE qui ne représente - tant s'en faut - ni toute l'Université d'Alger ni l'Université Algérienne dans son ensemble - ; donnent l'impression que cet ouvrage est le cri du coeur d'un enseignant dépité, découragé par l'ampleur des problèmes qu'il doit affronter, au retour d'un long séjour hors du pays, dans sa pratique quotidienne d'universitaire, enseignant et chercheur.

Une lecture plus attentive du livre nous montre, au-delà du constat amer et désabusé, que c'est la réhabilitation de l'Université dans sa véritable vocation que l'auteur appelle de ses vœux même si, au regard de ce même constat, les propositions suggérées, dans la conclusion, sont trop générales et ne peuvent se résumer à une série de mesures administratives ou à la création de commissions ni se circonscrire à la réhabilitation de la rigueur et de la rationalité !

Ceci étant dit, l'ouvrage de Liès MAIRI a le mérite, à partir d'indicateurs pertinents, de broser un tableau assez sombre de l'état de l'Université, de dévoiler les maux qui la minent, d'établir un constat de crise majeure.

L'auteur, à juste titre, décrit une Université gérée, depuis des décennies, à coup de mesures injonctives de la tutelle, une Université devenue « **le territoire de la grande**

illusion... le lieu où l'administratif prend le pas sur le pédagogique » (A. KASSOUL EL WATAN, 28 Janvier 1997) ; une Université qui, malgré l'action des différents gouvernements pour l'adapter, à travers diverses réformes, aux choix politiques et économiques du moment, fonctionne dans une méconnaissance totale des mouvements profonds de la société sur laquelle elle est censée agir. Ce serait, plutôt la société qui, « **régulée** » par de nouvelles valeurs et le bouleversement des rapports au savoir et à sa transmission, « **aurait décidé** » d'investir l'institution universitaire, de la « **récupérer et de la faire fonctionner selon ses intérêts et sa logique** » (Texte de présentation du colloque sur l'Université, CRASC, Oran, Mai 1996). La logique d'une société où le jeune « **trabandiste** » gagne mieux sa vie que le professeur d'université et jouit, surtout, d'une meilleure image, valorisée car gratifiée de la réussite matérielle à laquelle ne peuvent prétendre les universitaires du savoir !

L'Université Algérienne va mal - la grave crise qui l'a secouée ces dernières semaines l'a dévoilée au grand jour mais elle n'est pas - n'en déplaît à Liès MAIRI - à l'agonie !

Nous sommes convaincue, que par les compétences qu'elle renferme, l'Université a les capacités de surmonter cette crise si seulement si elle se

donnait les moyens de fonctionner selon les normes universelles qui sont celles des Universités de par le monde car, hélas, depuis l'Indépendance, notre Université a toujours fonctionné dans l'anormalité. N'a-t-on pas dit d'elle qu'elle était un grand lycée, un institut de formation professionnelle ? La réhabilitation de l'Université passe, donc, nécessairement, par l'application de ces normes de gestion, par la prééminence accordée aux dimensions scientifique et pédagogique dans la définition de sa vocation en tant qu'institution de formation et de recherche.

L'Université doit pouvoir jouir de l'autonomie de ses choix, être libérée des injonctions de la politique et de ses aléas, elle doit se retrouver, redevenir un lieu de débat, de production de sens et de connaissances sur elle-même et sur la société et non plus seulement une institution productrice de diplômés qui viennent grossir, chaque année, les rangs des paumés de l'Ecole et des chômeurs.

Elle doit penser et repenser sa relation avec son environnement sociétal dans un mouvement qui, en la restaurant dans sa vocation, réhabilite la valeur du savoir et de la connaissance dans la société.

« L'Université progresse en général par le principe de

l'accumulation, accumulation de connaissances, accumulation des expériences, accumulation d'un potentiel humain qui a son temps de maturation. Tout cela génère une efficacité institutionnelle et sans doute une réelle productivité scientifique. L'Université algérienne n'échappe pas à cette loi objective. Mais elle n'a pas su en tirer bénéfice. Le mouvement d'accumulation, dans ses multiples aspects, a été dévoyé par les stratégies de pouvoir et d'appareil... » De ce fait elle **« n'a pas besoin seulement de réformes. Elle a besoin de réformes radicales... qui ne peuvent être portées ni définies par le pouvoir politique, quelle que soit l'intelligence de ses appareils, car la culture de l'injonction se reproduira tant que l'Etat de droit et la démocratisation du pouvoir n'auront pas progressé »** (A. ADEL, la Tribune du 18 Juin 1996).

Il est, tout de même, étonnant et curieux que l'ouvrage de Liès MAIRI n'ait pas, à sa parution, suscité de réactions ni au sein de la communauté universitaire, ni dans l'opinion publique qui semble, pourtant, être sensible à tout ce qui touche l'école, l'enseignement et la formation. Est-ce à dire que le débat sur ces questions-là ne puisse être initié que dans un mouvement d'injonction - si l'on en juge par ce qui se passe

aujourd'hui autour du statut de l'enseignement - dans des conditions qui n'en assurent ni la sérénité ni l'objectivité et qui en occultent les véritables enjeux, c'est-à-dire l'avènement d'une Université lieu de savoir et de connaissances, lieu de production et de transmission de sens, lieu de formation d'un citoyen capable de relever les défis d'un mode en rapide mutation.

L'Université Algérienne le sera réellement que si elle accepte, dans sa gestion et ses pratiques de formation et de recherche, de s'inscrire résolument, dans les options de l'éthique, la déontologie, la démocratie et la science.

Khaoula TALEB-IBRAHIMI*

DELLAI, Ahmed Amine

**Guide bibliographique du
Melhoun Paris : L'Harmattan,
1996.-384 p.**

La bibliothèque maghrébine vient de s'enrichir d'un nouvel ouvrage « le guide bibliographique du Melhoun ».

L'auteur, jugeant que le Melhoun n'a pas pu susciter l'intérêt qu'il mérite de la part des chercheurs, en raison, probablement de l'absence d'un tel outil, a conçu ce guide, dit-il, « comme une carte et une boussole » pour ceux qui désirent s'aventurer dans ce

domaine « injustement méconnu ».

Dépouillant l'ensemble des sources bibliographiques des débuts de la colonisation à nos jours, ce guide se subdivise, dans sa partie utile, en trois (3) index :

L'index bibliographique général : 155 entrées-auteurs réunissant la totalité de la bibliographie pour les trois (3) régions du Maghreb, détaillée et commenté.

L'index des poètes par pays (Algérie - Maroc - Tunisie/Libye) : 412 entrées qui contiennent une bibliographie détaillée et surtout un bilan des poèmes publiés.

L'index des qacidas qui permet à partir du refrain ou du premier vers d'un poème de retrouver le nom de l'auteur dans la partie index des poètes et, partant, la référence bibliographique.

En annexe, enfin, nous avons les index classiques dont il faut signaler, toutefois, l'intéressant index thématique.

Gageons que ce guide saura « susciter la curiosité et l'interrogation » et contribuera à faciliter l'approche et l'investissement de cet espace poétique injustement méconnu ».

* Linguiste, Université d'Alger.